

Merci à vous ! Merci, mes amis. Merci à vous toutes et tous, d'être ici en ce 1er mai, tous ensemble, dans ce moment d'élan, quelques jours avant le choix décisif.

Parce que oui, le 7 mai se décideront non pas les cinq prochaines années, mais probablement les prochaines décennies de notre pays. Parce que ce qui se joue, ça n'est pas seulement la politique, ça n'est pas seulement l'État, ça n'est pas seulement l'avenir d'un clan, d'un camp quel qu'il soit. C'est l'avenir de la société, du peuple français, de notre vie ensemble. La question qui est posée pour le 7 mai, c'est celle de l'avenir de la France, de l'Europe et d'une certaine idée du monde.

Depuis une semaine, notre pays est engagé dans une mutation profonde. Le paysage politique que nous connaissons depuis tant et tant d'années s'est évanoui sous nos yeux, en quelques heures. Les partis anciens, les ententes ordinaires, les compromis d'appareils se sont effondrés. Et cette mutation profonde, nous ne la subissons pas, nous l'avons voulue. En un sens, nous l'avons provoquée ! Parce que nous n'en pouvions plus, d'un ordre essoufflé qui ne savait plus répondre aux attentes des Français. Et c'est lui qui a alimenté chez nos concitoyens une rancœur tenace à l'égard de la politique et des politiques.

Et ce soir je vous le dis : nous en avons fini avec cet ordre ancien. Et nous devons aller au bout de la refondation politique en cours. Bien sûr, certains vous diront que tout cela ne compte pas. Certains vous expliqueront que rien ne s'est passé dimanche dernier et que la nature va reprendre ses droits. Certains d'entre eux, d'ailleurs, se voient déjà Premier ministre. Et il y en a beaucoup, d'un endroit à l'autre de l'échiquier politique, qui veulent porter cette thèse. Mais ma responsabilité, c'est bien d'aller au bout de cette page que les Françaises et les Français ont voulu tourner dimanche dernier. D'aller au bout de ce renouvellement et de cette refondation.

Aussi, l'urgence qui désormais s'impose à nous est de reconstruire. Nous devons le faire vite. Et nous devons le faire en tenant compte de ce que les Français, tous les Français, nous ont dit dimanche dernier. En avez-vous envie ? Y êtes-vous prêts ? En avez-vous l'énergie ? Moi aussi ! Alors oui, face aux injures, face à l'obscénité du Front National, nous allons construire et nous allons refonder !

Et nous devons aujourd'hui le faire en tirant les deux leçons de dimanche dernier. La première, c'est que les Français veulent l'espoir, l'optimisme. C'est pour cela qu'ils nous ont placés en tête. Et la seconde, tout aussi importante, c'est que les Français ont de la colère, veulent changer le cours des choses. Et que nous devons aussi l'entendre. Beaucoup ne veulent plus de l'Europe telle qu'elle fonctionne. Beaucoup ont le sentiment de vivre moins bien qu'avant, quand ça n'est pas la réalité. Beaucoup ont peur pour leurs enfants et nous devons aussi l'entendre.

Le 7 mai prochain, ce sera donc l'heure du choix, entre Madame LE PEN, l'héritière – ne la sifflez pas, combattez-la, allez convaincre, faites voter, faites-la perdre dimanche prochain ! Le 7 mai, ce sera donc elle ou nous. Le 7 mai prochain, forts de cela, nous avons donc une responsabilité immense. Celle de notre génération. Celle de rebâtir une France et une République nouvelles, pour toutes et tous, pour les optimistes comme pour les inquiets, pour les gagnants comme pour les perdants. C'est notre devoir et notre immense responsabilité.

Et dans le temps qui s'ouvre, nous devons à la fois avoir l'esprit de résistance et l'esprit de renaissance. L'esprit de résistance pour défendre nos valeurs et nos intérêts, face aux partis d'extrême droite. Et l'esprit de renaissance pour bâtir la France et la République que nous voulons, fidèle à notre Histoire, conquérante dans ce siècle qui s'ouvre. C'est cela, notre responsabilité, celle de notre génération, celle de dimanche prochain !

Alors oui, d'abord, le sens de notre combat, ce sera de retrouver le sel de notre esprit de résistance. Parce que vous le savez comme moi : ils sont là. Ce sont eux, nos vrais ennemis, puissants, organisés, habiles, déterminés. Vous les croisez dans les rues, dans les campagnes ou sur la toile, bien souvent masqués, aussi haineux que lâches. Vous les connaissez. Le parti des agents du désastre. Les instruments du pire. L'extrême droite française. Elle est là.

Avec leur parti, Front National, ils guettent depuis si longtemps l'effondrement que nous vivons pour en tirer profit. Ils utilisent la colère. Ils propagent le mensonge. Depuis des décennies, ils attisent la haine, fomentent les divisions, imposent leur discours de discrimination. Ils se voyaient l'emporter largement au premier tour, embarquant un Français sur trois. Les jeux étaient d'ailleurs faits, depuis des mois, et tout le monde s'y était habitué. Tous les donneurs de leçons

de dimanche dernier, tous ceux qui nous ont expliqué notre devoir, nos propres erreurs, tous ceux-là, depuis des mois, les accompagnaient, s'étant habitués à leur présence, s'étant habitués au fait que les partis de gouvernement allaient jouer dans ce jeu trouble et prendre la place qui manquait.

Nous avons une fierté et personne ne nous l'enlèvera, elle est déjà là : dimanche dernier, nous étions devant eux. Dimanche dernier, nous les avons battus. Parce que vous, qui êtes là, le peuple qui veut, le peuple qui croit, la France des Républicains authentiques, la France des patriotes lucides, le mouvement de l'espoir : nous voilà ! Et dimanche prochain, nous les battons !

Nous avons opposé la vague la plus puissante, la plus imprévue, la plus optimiste qu'ils n'aient jamais affrontée, et cela n'est pas fini. Oui, vous avez décidé, à la France grimaçante, d'opposer la France de l'espoir. À la France recuite de haine, d'opposer la France de la fraternité. À la France faite pour quelques-uns, d'opposer la France qui parle à tous. Nous voilà !

Et Madame LE PEN - ne la sifflez pas, battons-la, c'est différent - Madame LE PEN a parfaitement résumé la situation ce midi, avec sa grossièreté bien connue. Elle a dit "c'est en marche ou crève", elle a raison : En Marche !, c'est nous !

Et je veux ici saluer et remercier tous les politiques de gauche, du centre et de droite, qui sont présents dans cette salle. Les écologistes, les forces de la société civile et les mouvements citoyens. Ceux qui sont là, à mes côtés, depuis le début. Ceux avec qui nous avons fait alliance. Ceux qui nous ont rejoints et ceux qui sont là, aujourd'hui, ayant pris les responsabilités qui sont les leurs, appelant au vote et s'engageant. L'avenir, je le construirai avec eux tous. À la fois en fidélité avec la promesse initiale, celle du renouvellement, mais aussi en étant conscient des circonstances de cette élection et en rassemblant largement.

Pour autant, je récuse le procès démocratique que certains voudraient nous faire. Ils prétendent que le choix auquel ils sont aujourd'hui soumis ne serait pas un vrai choix. Qu'on leur demande - je les cite - de choisir entre la peste et le choléra. Mais c'est la règle d'un processus démocratique ! C'est que les deux choisis au premier tour ont le droit de concourir au second ! Alors ils ne peuvent pas, en permanence, donner des leçons de démocratie, en appeler à la vitalité

démocratique et ne vouloir qu'une forme de démocratie : celle où ils gagnent.  
Non !

Donc oui, aujourd'hui, le combat est bien celui entre les deux projets choisis par les Français, strictement opposés. Celui d'une France patriotique, exigeante, réformatrice, efficace et juste, qui porte le changement et le renouvellement profonds, pour que chacun trouve sa place dans la société, pour une France forte, dans une Europe qui protège. Et de l'autre, celui d'une France réactionnaire, nationaliste, qui joue des colères du peuple pour apporter comme seules réponses le repli, la fermeture, la haine, la sortie de la France de l'Europe, du monde et de l'Histoire. Car ce qui nous est proposé aujourd'hui par la candidate du Front National, ce qui nous est promis, c'est le reniement du contrat qui nous unit. Et ne vous y trompez pas : c'est un aller sans retour.

À la minute où nous aurons quitté l'Union européenne, quitté l'euro, dévalué la monnaie, fermé les frontières, abandonné les alliances, ruiné le crédit du pays, nous n'en sortirons pas indemnes. Nous n'en retrouverons pas nos bases et nos forces. Le Front National, c'est le parti de l'anti-France. Car ce que défend ce parti, ce qu'il annonce, ce qu'il propose, c'est l'effondrement inéluctable de ce qui a fait la France. C'est la négation de nos valeurs, de nos forces, de notre grandeur.

Dans son programme, Madame LE PEN annonce la sortie de l'euro et du franc. Il faut en mesurer toutes les conséquences. Il faut les dire, les déplier. Ce sera l'appauvrissement de toutes les Françaises et tous les Français qui ont une épargne. Le jour d'après, ce sera l'appauvrissement de tous les salariés comme de tous les retraités. Et à cette sortie de l'euro, elle ajoute une taxe sur les importations. Ce sera le renchérissement du coût de tous les biens que nous importons et que nous ne produisons plus, vos téléviseurs, vos téléphones et tant et tant d'autres biens, parce que la France est dans le monde, parce qu'elle produit dans le monde, parce que c'est cela, notre réalité quotidienne en même temps que notre destin.

Parce que le jour d'après, les travailleurs, dans l'industrie comme dans les services, se verront plus pauvres avec, le même jour, leur emploi menacé. Parce qu'imagine-t-on que ces taxes que nous allons mettre sur les autres, ils se priveront de les mettre sur nous ? Imagine-t-on que nous pourrions continuer à

produire et à exporter comme nous le faisons aujourd'hui ? Imagine-t-on que nos concitoyens qui travaillent pour des entreprises étrangères ou pour exporter pourront continuer à le faire ? Imagine-t-on que nos agriculteurs, dont une large partie de la production s'exporte, que nos artistes dont une large partie des créations aussi s'exporte, pourront continuer à le faire ? Cette protection qu'elle nous oppose, c'est l'isolement qu'elle nous assure. Cet isolement, c'est notre affaiblissement, c'est notre effondrement.

Le projet de Madame LE PEN et du Front National, c'est un projet de repli, c'est le projet du protectionnisme, de l'isolationnisme, du nationalisme. Celui-ci conduit à une chose, nous le savons, la guerre économique, la misère et la guerre tout court. Et de cela, nous ne voulons pas. Ces derniers jours, Madame LE PEN a semblé légèrement changer les choses dans cette alliance étrange avec Monsieur DUPONT-AIGNAN. Ne le sifflez pas davantage, le pauvre ! Il avait déjà perdu, il avait déjà perdu et le voilà déshonoré. Il a déjà assez payé.

Alors, ils nous expliquent aujourd'hui qu'ils ne vont pas sortir tout de suite de l'euro mais qu'il y aura une monnaie commune, qu'on aura le matin un franc et l'après-midi un euro et qu'avec ces billets de Monopoly, les choses iront mieux. Ils ont durant les derniers jours aggravé leur cas. Au grand appauvrissement, ils ont ajouté le grand désordre. Nous n'en voulons pas ! Et tout est ainsi.

Non, on n'en veut pas, on n'en veut pas, vous avez raison.

Alors, je pourrais continuer ainsi longtemps, vous expliquer que l'augmentation du SMIC, que la retraite à soixante ans, que tous les cadeaux que le Front National promet et que parfois les plus en colère ou les plus faibles écoutent, c'est un mensonge, parce qu'il ne le finance pas, parce que jamais il n'explique comment il le paiera. Alors, je vais vous le dire, soit ils augmenteront vos impôts, soit ils augmenteront votre dette, mais il y aura un cocu dans l'histoire, nous ne le connaissons pas encore, parce qu'ils mentent.

Alors je pourrais vous dire combien ce qu'ils proposent, c'est notre affaiblissement, celui de l'Europe, au moment même où le monde est en grand désordre, au moment où tant de régimes autoritaires sont en train d'émerger, où nos valeurs, les libertés que nous défendons, nos principes sont, plus que jamais, sur la planète, menacés et remis en question. Au moment où les grands

désordres sont là, du Moyen-Orient à la Corée du Nord, où plusieurs régimes menacent notre culture, nos valeurs, notre liberté, nous nous devons d'être forts, de défendre nos principes et de le faire dans une Europe unie qui portera dans le reste du monde ces valeurs, cette énergie et notre Histoire. Tout cela, ils veulent l'abattre, nous n'en voulons pas!

Mais le projet de l'extrême droite, ce n'est pas simplement cela, et tout cela leur importe peu, parce qu'ils ne cherchent pas à convaincre, ils ne cherchent pas à guérir le mal, ils cherchent à exploiter la colère, ils cherchent à en vivre, parce qu'ils s'en nourrissent depuis tant et tant d'années. Ils vivent de nos divisions, de notre incapacité à répondre à nombre de défis, ils vivent de nos inefficacités et des peurs.

Mais le projet de l'extrême droite, c'est encore plus que cela et je veux ici aujourd'hui le rappeler. Le projet de l'extrême droite, c'est aussi la lutte contre la liberté de la presse - pensez ! -, un ordre des journalistes, c'est cela, ce que propose Madame LE PEN. Cela a existé dans l'Italie des années 30.

Le projet de l'extrême droite, c'est la lutte contre la liberté des femmes, l'IVG remise en cause. C'est cela, le Front National ! Le projet de l'extrême droite, c'est la lutte contre le droit des couples de même sexe - combien d'actes homophobes, combien d'expressions indignes ! Que dire des mots de Jean-Marie LE PEN encore la semaine dernière, après le magnifique hommage qu'a rendu le président de la République à Xavier JUGELÉ, par pure homophobie, et le silence assourdissant de son héritière ? C'est cela, le Front National ! Le projet de l'extrême droite, c'est la violence extrême contre les opposants politiques, nous l'avons dit ce matin. Quel autre parti a autant de violence à son actif ? C'est cela, le Front National ! Le projet de l'extrême droite, c'est la violence, c'est la réduction des libertés, c'est la négation des différences. C'est cela, le Front National, et cela, ne l'oubliez jamais !

On n'en veut pas ! C'est pour cela que je ne jugerai jamais un électeur du Front National. Je ne jugerai jamais un Français, une Française qui vote pour le parti du Front National, parce qu'il y a toujours une colère, une indignation, un désarroi, un désenchantement, derrière ce vote. Mais je combattrai jusqu'à ma dernière heure, jusqu'à mon dernier souffle, le parti du Front National, parce qu'il

ne mérite pas votre colère, parce qu'il ne mérite pas votre désarroi, parce qu'il ne mérite pas vos indignations, il les exploite !

C'est pour cela que notre esprit de résistance, celui que nous portons aujourd'hui, dépasse notre projet. Je sais que beaucoup voteront pour moi, dimanche 7 mai, aussi pour ne pas avoir le Front National. C'est le propre d'un second tour démocratique. Mais je veux leur dire ici mon respect et le fait que j'ai pleinement conscience que le 7 mai, je fais plus que défendre un projet politique. Je porte aussi, avec vous tous, le combat pour la République et pour la démocratie libre. Car les amis de Madame LE PEN, ses alliés, vous les connaissez : ce sont les régimes de Messieurs ORBÁN, KACZYNSKI, POUTINE. Ce ne sont pas des régimes de démocratie ouverte et libre. Nombre de libertés y sont bafouées chaque jour et, avec elles, nos principes.

Alors oui, je vous le dis clairement, nous sommes ici ensemble la France, avec cette responsabilité qui nous dépasse, celle de protéger notre République et notre démocratie, celle de protéger le cadre de nos désaccords respectueux. Demain, plusieurs de ceux qui me soutiennent combattront mon projet ou certains aspects de ce projet. Je le sais et je vous respecte. Mais mon combat, aujourd'hui, c'est aussi devenu un combat pour que vous puissiez librement, démocratiquement exprimer demain vos désaccords. C'est donc le combat qui demain aussi rendra possible votre combat, sans l'écraser, sans nier sa part de différence, avec tous nos désaccords, mais juste pour qu'il soit possible. C'est cela, le sens de notre résistance : garder les trésors qui nous ont été légués et que la colère, la rage, le désespoir, pourraient aujourd'hui menacer.

Mais cela ne suffit pas. A cet esprit de résistance, nous devons adjoindre l'esprit de renaissance, notre combat, notre projet, dans tout ce qu'il porte et dans tout ce qu'il emporte. Parce que je le redis : c'est ce projet que nos concitoyens ont choisi au premier tour, celui qu'ils ont mis en tête. N'ayons pas en la matière de fausses pudeurs, fussent-elles de gazelle ou d'autres. Ce que nous voulons pour la France, c'est bâtir une République nouvelle et c'est de cette République que je veux maintenant parler. C'est un projet pour tout un peuple. La République nouvelle, elle est fidèle aux idéaux qui nous ont construits, comme Nation et comme modèle.

Ce que nous voulons, cette République nouvelle, c'est d'abord celle du renouvellement démocratique, vrai, profond, celui que nous portons depuis le premier jour. Parce que c'est la seule réponse à la colère de nos concitoyens. Moraliser la vie politique, nous le ferons dès les prochaines semaines, par un projet de loi qui sera rapidement déposé devant le Conseil des ministres. Car nous en finirons avec les pratiques d'un autre âge, pratiques dans lesquelles le Front National est lui-même enlisé, pratiques qui caractérisent le parti du Front National depuis tant et tant d'années. Renouveler la vie politique et démocratique, nous le ferons, nous le pratiquerons dès le début en donnant l'investiture à au moins la moitié de candidats nouveaux, sans casier judiciaire et à au moins pour moitié des femmes. Renouveler notre vie démocratique, nous le ferons en ouvrant la démocratie, en instaurant enfin une part de proportionnelle dans nos élections, dès le début, par une réforme profonde.

La République nouvelle que nous voulons, c'est celle de la liberté. Parce que la liberté, ça n'est pas simplement une valeur, c'est une richesse, c'est notre richesse. C'est la liberté qui permet d'inventer, d'innover, d'explorer des chemins de traverse. Elle est la clé-même de toutes les autres richesses. C'est pourquoi c'est un projet de liberté que nous portons et que nous portons depuis le début, dans la vie économique, dans la vie sociale, en libérant les énergies, en libérant pour les artisans, les commerçants, les agriculteurs, les entrepreneurs, les salariés, les fonctionnaires. C'est cela, l'esprit de toutes nos réformes et de notre projet. C'est cette République nouvelle.

Et je veux ici redire et réexpliquer que continuer à multiplier les règles, ça n'est pas protéger les plus petits. C'est faux ! Quand ces règles entravent, quand ces règles empêchent, quand ces règles sont de la complexité, elles empêchent le plus petit, elles empêchent le plus fragile et elles ne protègent rien. Notre projet est bien un projet de liberté et de protection, en ce qu'il donnera la possibilité à chacune et chacun d'innover, de créer, d'entreprendre plus facilement, mais protégera par des règles décidées au plus près du terrain, par les fonctionnaires, sur le terrain, au plus proche, par les artisans du dialogue social sur lesquels je veux m'appuyer, dans le cadre d'une République contractuelle à laquelle je crois. Les artisans du dialogue social, ce seront ces protections nouvelles que nous inventerons, celles, oui, d'une République contractuelle, celles qui conjuguent enfin la liberté et la protection.



Notre République nouvelle, elle sera fidèle à l'égalité, en ce que nous lutterons contre les privilèges, les avantages pour les puissants, les rentes, quelles qu'elles soient, réglementaires, bureaucratiques, financières. Je crois à la prise de risque. Je crois au parcours des individus dans la société. Je crois à l'émancipation profonde, celle que l'école seule permet - c'est pour cela que notre projet repose sur l'école -, celle que le monde du travail doit permettre. C'est pour cela que notre projet est un projet qui se fonde sur le travail, parce qu'il n'est d'émancipation que dans le travail et par le travail. C'est pour cela que je crois à l'égalité des chances, à chaque instant reconduite et reconstruite, au moment de l'école, dans l'accès au monde du travail et tout au long de la vie, par la formation continue que nous refonderons en profondeur, pour qu'à chaque instant, lorsque l'un tombe, il puisse remonter et repartir au combat. C'est parce que nous croyons à cette promesse d'égalité que nous voulons l'égalité des chances, devant le chômage comme devant la retraite. C'est pour cela que nous refondons en profondeur notre système de chômage, pour que les artisans, les commerçants, les agriculteurs, les entrepreneurs, puissent y avoir accès, avec de nouveaux droits et de nouveaux devoirs, avec une formation véritable. C'est pour cela que nous voulons refonder un système de retraite unique, juste, transparent, pour l'ensemble des Français.

La République nouvelle, ce sera celle de l'industrie, du numérique et de l'écologie réconciliés. Car oui, il y a une nouvelle écologie qui se conjugue avec une nouvelle économie, chère Ségolène, tu le sais bien. Et c'est cette société où les oppositions stériles dans lesquelles nous nous sommes empêtrés, qui a voulu qu'on oppose l'agriculteur à l'écologiste, l'industriel à la société de l'environnement... Nous les refonderons par un vrai projet de réforme, d'investissement, de transformation de notre économie, en profondeur.

La République nouvelle, c'est celle qui croit à la culture et aux sciences. Celle que nous défendons, cher François, cher Jean-Jacques et, ce matin encore, cher Bertrand. Notre culture. Nous aurons vécu beaucoup de choses durant cette campagne. Mais je dois dire que penser que la culture, l'identité française, ce qui nous fait, puissent être kidnappées par une droite réactionnaire, un temps, et maintenant par le Front National est quelque chose que je n'imaginai pas voir à ce point. La culture, notre culture, comme notre science, c'est ce qui nous fait, c'est à la fois notre héritage et cette promesse d'avenir à chaque fois

recommencée. C'est notre langue, notre Histoire, nos artistes, nos savoirs, c'est ce qui fait que tant et tant d'émotions sont les passerelles qui abolissent les différences, qui font que la France n'est jamais une identité renvoyée à elle-même, prisonnière d'un fantasme de ce qui n'a jamais été, mais bien toujours un projet, une volonté qui va de l'avant, un passé conjugué avec l'avenir.

Notre France, elle est forte de sa langue, parce que celle-ci s'est nourrie de tant et tant de différences, de ces langues régionales qui continueront à vivre avec elle. Je parle, cher Jean-Yves, évidemment, pour les Bretons, je parle pour le Béarn, cher François, et pour tous les autres. Mais parce qu'elle est forte, elle doit vivre dans la diversité. Parce qu'elle est forte, elle est parlée sur tous les continents, précisément. Parce qu'elle est forte et qu'elle est notre Histoire, elle n'a rien à voir avec le repli du Front National.

Oui, les artistes, les savants, les enseignants, ils enrichissent notre regard sur le monde et ils seront, à mes côtés, les combattants, les combattants de la France d'aujourd'hui et de demain. Parce qu'avec eux, je veux mener un double combat et je leur dis aujourd'hui, qu'ils soient français comme étrangers, c'est le combat que nous aurons à conduire pour les prochaines années : ensemble, nous devons défaire la méfiance à l'égard de l'autre, la défiance dans la société. Les artistes, les savants, les enseignants mèneront ce combat : c'est celui du savoir, de la culture et de l'intelligence.

Mais notre deuxième combat, ce sera à chaque instant de construire la vérité. Notre combat, c'est aussi un combat contre l'obscurantisme et le mensonge. Pourquoi? Parce que le Front National, s'il est au second tour, c'est qu'il s'est nourri de ce mensonge, c'est qu'il s'est nourri de l'obscurantisme. C'est qu'il s'est nourri d'une société dans laquelle, aujourd'hui, tout se vaut. C'est qu'il s'est nourri d'une société où, sur Internet, presque partout, on peut tout dire avec un masque, on peut dire le pire sur chacun, tous les mensonges sur chaque projet, où toutes les paroles finissent par se valoir. Non, toutes les paroles ne se valent pas.

Il y a des talents et des sans talent, je suis dans ce cas sur nombre d'arts. Il y a des sachants comme des non-sachants. Et il y a une autorité qu'il faut reconstruire dans une société démocratique, celle de ceux qui savent. Je veux vous livrer, à ce titre, une anecdote : vous savez que j'ai eu la chance de côtoyer

quelques années Paul RICOEUR. Ce sont les hasards de la vie mais, en mai 68, il était opposé à Dany COHN-BENDIT qui est aujourd'hui avec nous. A Nanterre, un étudiant avait renversé une poubelle sur la tête de Paul RICOEUR qui était alors président de l'Université. L'étudiant avait eu une phrase caractéristique de 1968, il lui avait dit "mais d'où me parlez-vous? D'où vient votre autorité?". Ricoeur avait eu une phrase admirable que je n'ai jamais oubliée tant elle lui ressemble ; il lui avait dit "mon autorité vient de ce que j'ai lu plus de livres".

Donc si nous voulons cette République nouvelle, nous avons besoin des artistes, des savants, des enseignants, parce qu'il y a des gens qui ont ces talents, parce qu'il y a des gens qui ont lu plus de livres, parce qu'il y a des gens dont la parole est claire et éclaire la vérité dans notre société et parce que toutes les paroles ne se valent pas. Et cela, il est un devoir de le reconstruire pour avoir une démocratie forte, forte sur ses bases, par ce couvercle. Ce combat, c'est aujourd'hui un combat de civilisation.

La République nouvelle, ce sera aussi celle de nos territoires et de leur vitalité, de l'Outre-mer, cher Ari. Françaises et Français de l'Outre-mer, vous ne pouvez pas vous tourner vers le Front National, vous ne pouvez pas vous tourner vers un parti qui veut le repli de la France. Vous en êtes l'ouverture! Alors oui, non seulement je confirmerai les engagements pris par le gouvernement actuel pour la Guyane mais nous construirons ensemble, dès les premiers mois, un vrai plan d'urgence pour les territoires d'Outre-mer, pour chacun de ces territoires, parce que chacun est différent. Pour que le projet énergétique, environnemental, la biodiversité, les secteurs économiques y réussissent vraiment.

Cette République des territoires, ce sera aussi celle de la ruralité qui réussira dans notre projet ; parce qu'elle a toutes les énergies, elle a toutes les facultés. Il suffit de lui garantir quoi ? La vraie simplicité, au quotidien : les accès nécessaires pour accéder au numérique, aux infrastructures de transport et la possibilité, pour nos agriculteurs, de vivre du prix payé ; pour nos artisans dans les centres-villes, de pouvoir développer leurs commerces, de reconstruire des règles justes pour qu'ils y réussissent.

La République des territoires, ce sera aussi celle des quartiers, de nos banlieues qui ont tant d'énergie - cher François, on l'a encore vu la semaine dernière, ensemble, à Sarcelles -, qui veulent réussir et à qui nous donnerons les moyens

de réussir dans l'école, par la vie économique, par l'entrepreneuriat, par la culture, parce qu'ils ont ce droit. La République nouvelle, elle croit à la justice, la justice sociale, à la Justice aussi, comme institution. Je ne me résous pas, je ne me résoudrai jamais à voir se creuser le fossé entre ceux qui ont toujours plus et ceux qui n'ont jamais le nécessaire. Jamais.

Je le dis, dans cette journée importante du 1er Mai, cette journée des droits des travailleurs, - et je veux, ici, que nous applaudissions tous les travailleurs, les travailleuses et leurs représentants qui ont défilé aujourd'hui, parce que le 1er Mai, c'est la journée de leurs droits et c'est la journée d'un droit social construit universellement par une lutte au nom des travailleurs et pour la justice sociale. Et cela, nous devons le faire vivre et nous devons le faire vivre. Il n'y a pas qu'une mondialisation des injustices. Il y a aussi cette mondialisation-là et celle-là, je veux la défendre, la faire prospérer avec vous ; parce que c'est un combat sans fin et c'est un combat ensemble, au nom de la France, que je veux aussi mener pour vous. C'est aussi pour cela que cette transformation du pays, je la mènerai en respectant la part de responsabilité, la part de représentation qui est celle de nos organisations syndicales et patronales. Je les recevrai toutes et je concerterai avec toutes.

La République nouvelle, ce sera aussi celle de la sécurité ; parce que c'est notre vocation, c'est ce qui permet à la liberté de prospérer et à chacun de vivre dignement : c'est la mission première de l'État. Là-dessus je serai clair, cher Jean-Yves, je continuerai le travail que tu as commencé sous l'autorité du président de la République en menant le combat contre le terrorisme à l'extérieur de nos frontières, sans relâche, avec des engagements clairs.

Mais aussi en le menant à l'intérieur de nos frontières. Et je veux aussi être tout aussi clair, avec une tolérance zéro, sans aucune compromission. Avec une résolution complète, nous démantèlerons les associations qui ne respectent pas les lois de la République et poussent à la haine de la République. Je renforcerai les moyens de nos forces de l'ordre pour assurer la sécurité au quotidien. Et je veux ici rendre un hommage tout particulier aux CRS qui, cet après-midi, ont eu à subir encore une fois des violences et qui, pour plusieurs d'entre eux, ont été blessés, applaudissons-les. Je suis donc parfaitement clair, tolérance zéro, détermination absolue mais, à aucun moment, nous ne devons céder au risque

de guerre civile. Le piège qui est tendu à notre République, c'est celui de la division. Le piège qui est tendu par nos assaillants, c'est, au nom de la protection, de désigner l'ennemi intérieur, de faire croire que l'on protégera les Françaises et les Français en désignant les Françaises et les Français de confession musulmane comme l'ennemi ou le risque.

A cela, je ne céderai rien, parce que c'est ce qu'attendent nos assaillants. Ils attendent la guerre civile et Mme LE PEN leur donne. Mme LE PEN, elle les suit. Mme LE PEN et nos assaillants, ils se nourrissent l'un de l'autre parce que leur objectif final, c'est la guerre civile, la division du pays, la lutte à mort. Alors, je vous le dis, jamais je n'accepterai la division du pays. Jamais, je n'accepterai que les Français qui croient dans l'Islam soient insultés parce qu'ils croient dans l'Islam. Jamais je n'accepterai que d'autres religions soient insultées non plus et j'ai entendu Mme LE PEN insulter les protestants de France et cette insulte était intolérable et je demanderai à toutes celles et ceux qui croient de pouvoir croire librement et à chaque instant, pour tout, de respecter les lois de la République parce que c'est cela, notre Histoire et notre force.

La République nouvelle, c'est l'Europe, l'Europe aussi. Le retour de la France dans la course en tête pour une Europe forte et rassemblée. Le retour d'une Europe enfin politique, enfin solidaire, enfin démocratique, enfin puissante et respectée. C'est cela, ce que nous voulons aussi ! Il nous faudra être forts ! Porter les changements pour le pays, précisément pour porter le changement en Europe. Ce que je vous propose, ce n'est pas l'Europe telle qu'elle va aujourd'hui. J'ai entendu les colères, je sais les insatisfactions. Mais nous ne la changerons que si nous sommes forts nous-mêmes. Nous ne la changerons que si nous sommes crédibles. Ceux qui vous promettent de changer l'Europe dans leur coin vous mentent ! Nous voulons une Europe forte parce que nous aurons une France forte, et nous le ferons !

Enfin, la République nouvelle, ce sera une République réconciliée, unifiée. Parce que nous en avons besoin. Et je le sais, c'est aujourd'hui mon défi et ce sera, demain, si vous me faites confiance, ma mission. Parce que les victimes de nos divisions, ce sont les Français. Le rassemblement que je veux, c'est d'abord celui de l'efficacité, le nôtre. Je veux rassembler aujourd'hui pour pouvoir agir demain, parce que ce qui a nourri le Front National, c'est bien notre inefficacité collective.

C'est l'incapacité à régler les petites différences, c'est la volonté permanente des petits compromis, c'est le combat que nous portons depuis le début. C'est pour cela que le rassemblement que je veux porter, c'est un rassemblement de cohérence et d'efficacité. La réponse à la colère des Français, ce doit être le vrai changement, le changement profond, celui que nous portons depuis les débuts, Richard, Gérard, Bariza, Stéphane, vous les soldats de la première heure !

Il était difficile à faire, ce choix, mais il était cohérent, je ne l'oublie pas aujourd'hui. Nous rassemblerons large avec ceux qui ont pris tous leurs risques et qui nous ont rejoints et plus largement encore ! Mais nous le ferons en gardant cette cohérence. Le rassemblement, cela ne peut pas être le grand tout ! Le rassemblement, ça ne peut pas être de donner raison malgré nous à Mme LE PEN et de lui dire : le système revient, regardez ! L'inefficacité collective revient à l'assaut. Non, ce ne sera pas ce rassemblement-là. C'est aussi cela, mon devoir.

Et la cohérence que nous portons, depuis le début, que nous avons portée, cher François, lorsque vous m'avez rejoint, c'est celle d'un changement cohérent. Et je n'en perdrai pas le fil. C'est pour cela que j'ai entendu, ces derniers jours, les appels à changer le programme, à dire "faites une concession, rassemblez en oubliant la réforme du travail, rassemblez en faisant ceci ou cela." C'est légitime. Certains l'ont fait par le passé. Je ne le ferai pas, pour deux raisons. La première, c'est que les Françaises et les Français se sont exprimés et ont choisi le projet qui porte ces réformes. Je ne vais pas les trahir en les reniant ! La deuxième chose, c'est que je veux, demain, pouvoir agir, être efficace. Donc ces réformes, nous les avons conçues, nous les avons portées, nous les ferons. Parce que ces changements répondent à la colère des Français. Ces changements sont la condition pour que dans cinq ans nous n'ayons pas à nouveau le Front National et cette fois-ci encore plus fort, et cette fois-ci encore plus haut.

Mais réconcilier et rassembler pour demain présider est aussi une tâche dont je mesure l'importance et la responsabilité. Et je veux à cet instant aussi parler à ceux qui doutent, qui ne me connaissent pas, à qui on a pu mentir, qui n'ont pas choisi notre projet au premier tour, et leur dire quelques convictions.

J'ai senti, dans notre pays, une immense crainte sur le devenir des familles. Serais-je un ennemi des familles parce que la mienne est un peu différente - et je

l'assume pleinement ? J'ai entendu ce matin le message du Front National : monsieur LE PEN m'a dit "vous n'avez pas le droit de parler d'avenir parce que vous n'avez pas d'enfant". Ne le sifflez pas. Monsieur LE PEN, j'ai des enfants et des petits-enfants de coeur. C'est une filiation qui se construit ! C'est une filiation qui se conquiert ! C'est une filiation qui ne vous doit rien ! Et c'est une filiation que vous n'aurez pas !

Alors oui, il y a en France plein de familles. Il y a des couples de même sexe et des couples de sexes différents. Il y a des filiations différentes. Et il y a beaucoup d'amour. C'est pour cela que je défendrai ce qui a été fait durant ce quinquennat, que je protégerai toutes les familles ! Au nom des familles, parce que deux hommes qui s'aiment et ont des enfants, c'est aussi une famille ! Parce que deux femmes qui s'aiment et ont des enfants, c'est aussi une famille ! Et parce que leur reconnaître ce droit n'enlève rien à celles et ceux qui n'aiment pas cette idée ! Cela ne vous enlève rien. C'est leur droit, enfin reconnu.

Mais je dis aussi clairement à ceux qui doutent que je ne suis pas favorable à la gestation pour autrui. Je n'y suis pas favorable, au titre de la dignité de la personne humaine et du corps de la femme. Et pour ces raisons-là, si je suis élu président de la République, il n'y aura pas de GPA. Je protégerai les familles, leurs avantages, leurs droits. Parce que je sais à quel point la famille construit, la famille façonne, la famille est essentielle pour commencer la vie en société.

J'entends aussi la crainte, les doutes, de celles et ceux qui veulent que nous allions plus loin pour réguler cette mondialisation devenue intenable, les injustices du cours du monde qui détruit l'environnement, qui détruit la cohérence et la cohésion de nos sociétés, qui fragilise celles-ci, les classes moyennes comme les classes populaires. Et je sais que beaucoup peuvent avoir l'image de moi, de quelqu'un qui aime une société dérégulée, mondialisée, un peu folle ou qui détruirait l'environnement. Je veux vous le dire ici : je veux que nous changions cette mondialisation. Je ne veux pas la rejeter : cela n'aurait pas de sens, nous y sommes ! Je ne veux pas nous en couper. Mais je veux qu'ensemble, nous puissions construire notre indépendance dans cette coexistence. Je veux qu'ensemble, nous puissions construire notre propre cohérence dans ce monde qui va. Je veux qu'ensemble, nous puissions

défendre, pour nos enfants aussi, notre environnement, acquis et futur, dans cette mondialisation capitaliste qui parfois le détruit.

C'est pour cela, aussi, que j'assume pleinement de poursuivre le travail que tu as conduit, Ségolène, en matière de transition énergétique et environnementale. Et que je veux que nous puissions, au sein de l'Europe, au sein du concert des Nations, aller plus loin dans la régulation du capitalisme, dans les choix productifs qui sont faits, pour, au-delà de l'accord de Paris, continuer à porter la voix de la France et prendre toutes les mesures concrètes qui permettront de sauver la planète et de produire différemment.

C'est pour cela que je veux développer l'économie circulaire, les énergies renouvelables, mais aussi donner une place aux experts et aux savoirs. Je sais tous les débats qu'il y a eu sur le sujet du CETA et de cet accord de libre-échange avec le Canada. Je l'ai défendu par esprit de cohérence, parce que c'est un accord négocié en Europe, en notre nom, qui améliore tout un tas de choses. Et vouloir le détruire, c'est détruire notre cohérence européenne. La possibilité même d'avoir une politique commerciale et de nous défendre. Mais j'entends les doutes.

J'entends les incertitudes. Ce que je déciderai sur ce point, c'est de nommer une commission d'experts, de scientifiques irréprochables dénués de tout lien avec les lobbys comme les industriels, pour dire ce qu'il en est exactement des conséquences environnementales, sur la santé, de cet accord. Parce qu'il a été conçu à l'écart du processus démocratique, dans une forme de décision qu'il nous faudra changer, en Europe, pour l'avenir. Et je recevrai, trois mois après mon élection, si je suis élu, ses conclusions et j'en tirerai toutes les conséquences. Je le porterai vers nos partenaires européens pour alors faire modifier ce texte, pour que la vérité scientifique ainsi établie et qui nous sera connue puisse être défendue.

Je sais aussi les doutes sur une Europe trop dérégulée qui va. C'est pour cela que, dès le début du quinquennat, je porterai une réforme de la directive "travailleurs détachés" afin qu'il n'y ait plus de concurrence déloyale en Europe. Il ne s'agit pas de tout détruire : nous-mêmes avons des centaines de milliers de travailleurs détachés. Mais il s'agit de prendre acte du fait qu'aujourd'hui, dans tant et tant de territoires, nos concitoyens ne comprennent plus qu'on puisse



travailler en étant rémunéré avec des charges sociales d'un autre pays de l'Europe qui sont parfois le dixième de ce qui est payé en France. Nous devons ouvrir ce chantier, de manière ambitieuse, responsable, mais pour avoir cette Europe enfin politique qui puisse être expliquée à chacun et qui se construise sur l'harmonisation des droits et des droits sociaux entre tous les pays.

Je sais que le devenir des classes populaires et des classes moyennes, des plus fragiles, des personnes vivant en situation de handicap, des exclus de cette société devenue de plus en plus injuste, que toutes les voix qui portent leur cause doutent de notre capacité à faire. Je veux leur dire aujourd'hui : il y a dans notre projet des réponses. Elles sont multiples, vous les connaissez, vous qui êtes là, et je ne vais pas ce soir les égrener. Mais je veux simplement vous dire que je serai aussi ce président de la reconnaissance, du respect de ce qu'ils sont, des sans-droits, des sans-grade, des oubliés, que je serai aussi le président qui les protège et qui leur redonnera des droits concrets, qui leur redonnera une place, qui leur redonnera la considération qui doit être la leur et une place véritable. Je serai et je veux aussi être celui-là.

Enfin, j'ai entendu aussi cette soif de démocratie. Les Français veulent participer à la vie démocratique. Ils veulent être entendus des gouvernants. Je serai le président qui donne aux associations, aux ONG leur juste place. La société civile dont ils sont l'incarnation militante sera pleinement associée à ce quinquennat, je m'y engage. C'est pour cela que, dès le début, j'entends lancer le travail qui permettra de transformer le Conseil économique, social et environnemental dans la Chambre du futur où les associations, les ONG, les forces citoyennes seront représentées. Ce projet, beaucoup l'ont porté, Nicolas HULOT comme plusieurs autres l'ont proposé. Je veux que nous puissions agir, réfléchir, pour pouvoir le mettre en oeuvre.

Voilà, mes amis, cette France nouvelle, cette République nouvelle que je veux avec vous construire, cet esprit de renaissance que nous devons aujourd'hui conjuguer avec l'esprit de résistance. Voilà notre défi. Il est là. Voilà, mes amis, tout ce que nous avons devant nous et qui nous attend. Le choix qui sera le vôtre, qui sera le nôtre le 7 mai prochain, je l'ai dit, ce n'est pas simplement un choix pour la France, c'est un choix pour l'Europe, un choix pour le monde, c'est celui de préserver dans la patrie des Lumières l'esprit des Lumières. C'est celui

de défendre les droits de chacun, la liberté de tous, c'est celui de réconcilier, dans un monde où tous les risques sont là, où toutes les divisions sont là, de rassembler nos forces pour faire, pour agir.

La bataille sera dure, ne la sous-estimez pas. Elle sera violente, dans les prochains jours mais aussi dans les prochaines semaines. C'est maintenant que se jouent non seulement l'héritage intellectuel, politique et moral de la République française mais aussi l'avenir d'une Europe unie et maîtresse de son destin, celui d'un monde dont nous aurons décidé d'être les acteurs. Plus que jamais, le monde aujourd'hui nous regarde, il attend que nous jouions notre rôle, celui que nous avons toujours joué, celui du sursaut, de la défense des droits, de l'efficacité vraie, de la force du changement. Cette force, le peuple français l'a en lui. C'est cela, ce que nous devons montrer, le 7 mai prochain. Mes amis, une fois encore, c'est la République qui nous appelle, écoutez sa voix. C'est à la fois celle qui porte nos engagements, nos promesses d'hier mais c'est aussi celle qui porte notre avenir, qui porte notre destin, celui de la France et de l'Europe, c'est la voix de la liberté, c'est la voix de l'égalité, c'est la voix de la fraternité. C'est l'esprit de résistance marié à l'esprit de renaissance.

Mes amis, le 7 mai prochain, soyons fiers d'être français, soyons fiers d'être européens mais sachons aussi être dignes d'être français. C'est cela, le 7 mai prochain. Donnons tous et toutes à nos enfants la France qu'ils méritent. C'est cela, le choix du 7 mai prochain. Mes amis, ensemble, la France !

Vive la République ! Vive la France !